



Concerns of the Solicitadores Regarding the Reforms

In his opening speech, the president of the Chamber of the solicitadores also did not fail to announce his concern regarding these reforms which will come into effect in 2009 and which will unquestionably call into question the very existence of the profession of Solicitador. Concerning new competences of the "general practitioners" Solicitadores, they will be divided with lawyers, notaries and even the public administration. The solicitadores will be thus in direct competition with the other professionals of the law and the State. Concerning the reform of enforcement, the solicitadores will lose the monopoly of enforcement. This one will also be exerted by lawyers, who will be able simultaneously to carry out seizures and the forced enforcement of legal titles, and by the arbitrary courts (which are not created yet), which will be able to also carry out enforcement as well as Enforcement Solicitadores, if the creditor decided so. In addition, creditors will be able to change freely from one enforcement agent to another without the intervention of the judge. So the enforcement solicitadores will become enforcement agents, a new professional field which could be exerted by the three various categories of auxiliaries of

justice (arbitrary solicitadores, lawyers and courts). This is why the legislative reform which will come into effect in 2009 also envisages modifications as for the statute of solicitadores and lawyers.

The 4th congress of the Portuguese solicitadores was marked by the study, the reflection and the inevitable concern of all Solicitadores regarding all the reforms which will come into effect in 2009. Concerning enforcement they seriously and unquestionably call into question the independence of the future Portuguese judicial officer, guarantees of the independence of justice.

The 9th congress of the European applicants was marked by the advertisement of the removal of the French "avoués" near Courts of Appeals and the president of the Chamber of Solicitadores expressed his solidarity with this profession.

This international congress was completed by a happier event for all the participants and by a sign of hope and change. It is indeed under the applause of all the assembly that the president of the Chamber of the solicitadores gave to the president of the General Council of Spanish Procuradores, D. Juan Carlos Estevez, the title of President of the congress of the European applicants.

6^e session UIHJ-EuroMed à Lisbonne

C'est dans la capitale portugaise que s'est déroulée du 4 au 6 juin 2009 la sixième session d'UIHJ-EuroMed, en présence des délégations d'Algérie, d'Espagne, de France, de Grèce, du Portugal et du Maroc.

L'ouverture des travaux a été placée sous la haute autorité de son excellence le secrétaire de la justice, J. Tiago da Silveira, qui développa longuement les avancées d'e-justice dans la profession des Solicitadores portugais et par là-même la modernisation de celle-ci ainsi que de toute la procédure au Portugal. Il expliqua qu'aujourd'hui 70% des cas sont transmis aux tribunaux par voie électronique et que depuis janvier 2009 trois millions d'actes ont emprunté la même voie. Il se félicita donc du choix de ce sujet dans le programme des travaux. Le président de l'UIHJ, Jacques Isnard, s'exprima à son tour et souligna la diversité et la richesse des sujets choisis pour être développés lors des différents ateliers en soulignant que ceci constituait l'éclatante consécration de la pluridisciplinarité des huissiers de justice défendue depuis l'année 2000 par l'UIHJ. Antonio da Cunha, président des Solicitadores portugais prit la parole pour souhaiter la bienvenue à tous et ouvrir officiellement les travaux de cette session. Après cette séance d'ouverture, les travaux de la session commencèrent. Ils étaient divisés en 5 tables rondes.

La 1^{re} table ronde, « *Entreprises : besoins et solutions* », était placée sous la présidence du professeur Dr José de Magalhaes et de Me Antonio Gameiro, avec la participation de représentants des délégations UIHJ-EuroMed d'Algérie, de France, de Grèce et du Portugal. Cette table ronde était destinée à permettre aux huissiers de justice des différents pays d'analyser les besoins des entreprises et savoir quelles solutions ils peuvent apporter en dehors du recouvrement. L'occasion a donc été donnée de confronter les différents services offerts par la profession en fonction des pays et de déterminer si de nouveaux services pourraient voir le jour sous le besoin des professionnels. C'est ainsi que l'on a

vu proposer la possibilité pour l'huissier de justice de devenir le « *crédit-manager* » des petites et moyennes entreprises. L'idée du réseau euro-méditerranéen des huissiers de justice a été relancée et à cette occasion Françoise Andrieux et Dionysios Kriaris ont présenté le site internet d'UIHJ-EuroMed (<http://www.uilhj-euromed.com>) qu'ils ont construit et destiné tout à la fois aux pays membres d'EuroMed et à leurs partenaires.

La 2^e table ronde, « *Les modes alternatifs de règlement des conflits* », était placée sous la présidence du Professeur Mariana Gouveia, avec la participation de représentants des délégations UIHJ-EuroMed d'Algérie, de France et du Portugal. Les participants ont fait l'état des lieux des modes alternatifs de règlement des conflits et la part prise ou à prendre par la profession dans ce domaine.

La 3^e table ronde, « *Le surendettement* », incluait la participation de représentants de délégations UIHJ-EuroMed d'Algérie, de France et du Portugal. Chacun a développé l'existence du surendettement et d'une éventuelle procédure appropriée à cette situation dans son pays respectif et les effets sur la procédure d'exécution dans chaque pays.

La 4^e table ronde, « *Les garanties* », était placée sous la présidence de Mme Paula Lourenço, avec la participation de représentants des délégations UIHJ-EuroMed d'Algérie, de France et du Portugal. Les intervenants ont comparé l'existence et la mise en œuvre des différentes garanties (en dehors de mesures conservatoires) en vigueur dans leurs pays : séquestres, hypothèques, nantissements, gages, clauses de réserve de propriété. L'accent a particulièrement été mis sur le constat, première garantie en tant que préservation de la preuve.

Enfin, la 5^e table ronde, « *e-Justice* », était placée sous la présidence de son excellence le secrétaire de Justice, Jorge Almeida, avec la participation de représentants des délégations UIHJ-EuroMed de France, Grèce, Portugal. Chaque



pays a exposé les services apportés par E-justice : avantages et inconvénients. Il a été question des produits pouvant être fournis par les développements électroniques comme le « *depomail* » ou « *authentidoc* » proposé par les huissiers de justice français. Les dangers d'e-justice loin d'être écartés ont tout de même été soulignés par la Grèce. Nos confrères algériens nous ont fait part lors du débat avec la salle de leurs grandes avancées dans ce domaine.

À la suite de l'ensemble des travaux et compte tenu des débats et exposés entendus, des recommandations ont été émises.

Recommandation n° 1

- Considérant la volonté de privilégier les modes de substitution du procès au profit de solutions emportant l'accord des parties parce qu'acceptées avec leur accord
- Considérant l'expérience des huissiers de justice en ce qui concerne la recherche des solutions permettant d'équilibrer les relations entre débiteur et créancier
- Considérant la volonté d'accroître le niveau de formation des huissiers de justice

UIHJ-EuroMed recommande que les huissiers de justice s'emploient à étendre leurs activités notamment dans le domaine des modes alternatifs de règlement des conflits, avec une formation appropriée et dans le strict respect de leur statut.

Recommandation n°2

- Considérant l'impartialité, la neutralité, la confiance accordée, la déontologie apportées par la profession d'huissier de justice

UIHJ-EuroMed recommande que l'huissier de justice soit le professionnel de la preuve matérielle notamment au travers du constat.

Recommandation n°3

- Considérant que les décisions de justice nécessitent pour leur efficacité une unicité d'intervention

UIHJ-Euro-Med recommande de faire de la profession d'huissier de justice la grande profession de l'exécution, permettant à l'huissier de justice d'être le professionnel de la résolution des problèmes liés au non paiement tant des particuliers que des professionnels et au travers de l'ensemble des voies d'exécution forcée jusqu'à leur aboutissement : la réalisation des actifs du débiteur.

Recommandation n°4

- Considérant l'inévitable évolution technologique
- Considérant la volonté des pouvoirs publics d'améliorer l'administration de la justice grâce aux nouvelles technologies
- Considérant la volonté des huissiers de justice d'être des auxiliaires de justice efficaces

UIHJ-EuroMed recommande la participation, la promotion et la recherche de l'utilisation des nouvelles technologies au service du justiciable permettant le respect de ses droits fondamentaux.

Recommandation n° 5

- Considérant que la sécurité des échanges économiques passe par la bonne connaissance mutuelle des cocontractants

UIHJ-EuroMed recommande d'engager des actions pour faire de l'huissier de justice le professionnel de l'intelligence économique en lui donnant les moyens d'accéder et de conserver les renseignements sur la solvabilité des partenaires économiques.

Recommandation n°6

- Considérant que la bonne exécution des décisions de justice est la garantie pour le justiciable qu'offre l'Etat de droit
- Considérant la volonté de nombreux états d'instaurer une transparence patrimoniale
- Considérant que l'exécution des décisions de justice est subordonnée à la connaissance des éléments de solvabilité du débiteur
- Considérant que les renseignements ainsi recueillis permettront à l'huissier de justice d'engager les voies d'exécution sur la base d'une médiation acceptée tant par le créancier que par le débiteur

UIHJ-EuroMed recommande que les huissiers de justice deviennent les dépositaires des déclarations patrimoniales des débiteurs pour le cas où celles-ci seraient obligatoires.

6th UIHJ-EuroMed session in Lisbon

It is in the Portuguese capital that was held from June 4th to 6th 2009 the sixth session of UIHJ-EuroMed, in the presence of the delegations of Algeria, France, Greece, Morocco, Portugal, and Spain.

The opening of work was placed under the high ranking authority of his Excellency the secretary of justice, J. Tiago da Silveira, who lengthily developed the projections of e-justice in the profession of Portuguese Solicitadores and also its modernization as well as that of all procedures in Portugal. He explained why today 70% of the cases are transmitted electronically to the courts and that since January 2009 three million acts followed the same process. He was thus pleased with the choice of this subject in the agenda. In his speech, the president of the UIHJ, Jacques Isnard, underlined the diversity and the richness of the subjects chosen to be developed at the time of the various workshops by stressing that this constituted the bright consecration of the multi-field activities of judicial officers promoted since 2000 by the UIHJ. Antonio da Cunha, president of the Portuguese Solicitadores welcome all the participants and officially opened the works of this session. They were divided into 5 roundtables.

The 1st roundtable, "Companies: needs and solutions", was placed under the chair of professor Dr Jose de Magalhaes and Antonio Gameiro, with the partici-



pation of representatives of the UIHJ-EuroMed delegations of Algeria, France, Greece and Portugal. This roundtable gave the occasion for the judicial officers of various countries to analyze the needs for the companies and to know which solutions could be found apart from debt collecting. The occasion was thus given to confront the various services offered by the profession according to the countries and to determine whether new services would require the assistance of professionals. Thus was proposed the possibility for the judicial officer to become “credit-managers” of small and medium-size companies. The idea of the Euro-Mediterranean network of judicial officers was presented again and to this occasion Francoise Andrieux and Dionysios Kriaris presented the UIHJ-EuroMed website (<http://www.uhj-euromed.com>) which they constructed, for the attention of both EuroMed Member States and their partners.

The 2nd roundtable, “Alternative modes of conflicts resolutions”, was placed under the chair of Professor Mariana Gouveia, with the participation of representatives of the UIHJ-EuroMed delegations of Algeria, France and Portugal. The participants gave a report on the different alternatives modes of conflicts resolutions and the existing and possible roles of the profession in this field.

The 3rd roundtable, “Excessive debts”, included the participation of representatives of UIHJ-EuroMed delegations of Algeria France and Portugal. Each one developed the existence of excessive debts and a possible appropriate procedure when faced with this situation in his respective country and the effects on the procedure of enforcement.

The 4th roundtable, “Guarantees”, was placed under the chair of Mrs. Paula Lourenço, with the participation of representatives of the UIHJ-EuroMed delegations of Algeria, France and Portugal. The speakers compared the existence and the implementation of various guarantees (apart from conservative measures) into force in their countries: sequestrations, mortgages, pledges, clauses of reserve of property. The stress was particularly laid on statement of facts, first guarantee in the constitution of proof.

Finally, the 5th roundtable, “e-Justice”, was placed under the chair of his Excellency the secretary of justice, Jorge Almeida, with the participation of representatives of the UIHJ-EuroMed delegations of France, Greece, and Portugal. Each country exposed the services brought by e-justice: advantages and disadvantages. Products being able to be provided by electronic developments like “Depomail” or “Authentidoc”, proposed by French judicial officers, were presented. Far from being isolated, the dangers of e-justice were underlined all the same by Greece. Our Algerian fellow-members shared with the room their experience in the field.

Following the debates, and taking them into account, the following recommendations could be proposed.

Recommendation n° 1

- Considering the will to privilege modes of substitution of lawsuit to the profit of solutions involving the agreement of parties
- Considering the experience of judicial officers with regard to finding solutions enabling to strike a balance between debtors and creditors
- Considering the will to increase the training level of judicial officers

UIHJ-EuroMed recommends that the judicial officers extend their activities in particular in the field of alternative modes of conflict resolutions, with a suitable training and in the strict respect of their statute.

Recommendation n°2

- Considering the impartiality, neutrality, granted confidence and ethical rules surrounding the occupation of judicial officer,
- UIHJ-EuroMed recommends that the judicial officer be the professional of the material proof in particular through statements of facts.**

Recommendation n°3

- Considering that legal decisions require for their effectiveness a uniqueness of intervention
- UIHJ-euro-Med recommends to turn the occupation of judicial officer into the great profession of enforcement, allowing this professional to lead a key role in the resolution of problems involving non-payment of debts by natural and legal persons and through the whole of enforcement measures until proper results are achieved, including the selling of debtor’s assets.**

Recommendation n°4

- Considering the inevitable technological evolution
 - Considering the will of public authorities to improve the administration of justice via new technologies
 - Considering the will of judicial officers to be efficient auxiliaries of justice
- UIHJ-EuroMed recommends the participation, the promotion and the use of new technologies to the service of citizens providing their basic rights are respected.**

Recommendation n° 5

- Considering that the safety of economic exchanges implies a good mutual knowledge of contracting parties
- UIHJ-EuroMed recommends to start actions to make of the judicial officer the professional of the economic intelligence by giving him the means of reaching and preserving information on the solvency of economic partners.**

Recommendation n°6

- Considering that the good enforcement of legal decisions is the guarantee ensured by the Rule of law to the citizens
 - Considering the will of many states to have a declaration of assets
 - Considering that enforcement of legal decisions is subordinated to the knowledge of the elements of solvency of the debtor
 - Considering that the information thus collected will allow the judicial officer to engage enforcement procedures on the basis of an accepted mediation both by the creditor and the debtor
- UIHJ-EuroMed recommends that judicial officers become trustees for declarations of assets from debtors when these are compulsory.**